

Les questions stratégiques à l'époque de la II^o Internationale

Documents

Marx et Engels dans le *Manifeste communiste* en 1848

« Le but immédiat des communistes (...) est la constitution du prolétariat en classe dominante, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat (...) Le prolétariat se servira de la suprématie politique pour arracher peu à peu tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les moyens de production entre les mains de l'Etat (...) Les communistes proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. »

Engels dans la préface aux *Luttes de classes en France* en 1895

« Outre le premier service que constituait leur simple existence, en tant que Parti socialiste, parti le plus fort, le plus discipliné et qui grandissait le plus rapidement, les ouvriers allemands avaient rendu encore à leur cause un autre grand service. En montrant à leurs camarades de tous les pays comment on se sert du suffrage universel, ils leur avaient fourni une nouvelle arme des plus acérées (...) Ils ont transformé le droit de vote, selon les termes du programme marxiste français de moyen de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation (...) On trouva que les institutions d'Etat où s'organise la domination de la bourgeoisie fournissent encore des possibilités d'utilisation nouvelles qui permettent à la classe ouvrière de combattre ces mêmes institutions d'Etat (...)

Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par des petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent. Voilà ce que nous appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, un travail long, persévérant est nécessaire ; c'est précisément ce travail que nous faisons maintenant, et cela avec un succès qui met au désespoir nos adversaires (...) Maintenir sans cesse cet accroissement, jusqu'à ce que de lui-même il devienne plus fort que le système gouvernemental au pouvoir, telle est notre tâche principale (...)

L'ironie de l'histoire mondiale met tout sens dessus dessous. Nous, les « révolutionnaires », les « chambardeurs », nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement (...) Si nous ne sommes pas assez insensés pour nous laisser pousser au combat de rue pour leur faire plaisir, il ne leur restera finalement rien d'autre à faire qu'à briser eux-mêmes cette légalité qui leur est devenue si fatale. »

Le mouvement ouvrier en France

Le programme du Parti ouvrier français en 1880

Considérant,

- Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de race,
- Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils sont en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédits, etc.)
- Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :
 1. La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel;
 2. La forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste.

Considérant,

- Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive - ou prolétariat - organisée en parti politique distinct;
- Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé en d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation;

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes :

a) PARTIE POLITIQUE :

1. Abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations et surtout la loi contre l'Association internationale des travailleurs. Suppression du livret, cette mise en carte de la classe ouvrière, et de tous les articles du Code établissant l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme.
2. Suppression du budget des cultes, et retour à la Nation des "biens dits de mainmorte, meubles et immeubles, appartenant aux corporations religieuses" (décret de la Commune du 2 avril 1871), y compris toutes les annexes industrielles et commerciales de ces corporations.
3. Suppression de la Dette publique.
4. Abolition des armées permanentes et armement général du peuple.
5. La commune maîtresse de son administration et de sa police

b) PARTIE ECONOMIQUE :

1. Repos d'un jour par semaine ou interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de six jours sur sept. Réduction légale de la journée de travail à huit heures pour les adultes. Interdiction du travail des enfants dans les ateliers privés au-dessous de quatorze ans, et de quatorze à dix-huit ans, réduction de la journée de travail à six heures.
2. Surveillance protectrice des apprentis par les corporations ouvrières.
3. Minimum légal des salaires déterminé, chaque année, d'après le prix local des denrées, par une commission de statistique ouvrière.

4. Interdiction légale aux patrons d'employer les ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français.
5. Égalité de salaire à travail égal pour les travailleurs des deux sexes.
6. Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société représentée par l'État ou la commune.
7. Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides au travail.
8. Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers.
9. Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières, et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que représente l'industrie.
10. Intervention des ouvriers dans les règlements spéciaux des divers ateliers, suppression du droit usurpé par les patrons de frapper d'une pénalité quelconque leurs ouvriers sous forme d'amendes ou de retenues sur les salaires (décret de la Commune du 27 avril 1871).
11. Annulation de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (banques, chemins de fer, mines, etc.) et l'exploitation de tous les ateliers de l'État confiée aux ouvriers qui y travaillent.
12. Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts directs en un impôt progressif sur les revenus dépassant 3.000 francs. Suppression de l'héritage en ligne collatérale et de tout héritage en ligne directe dépassant 20.000 francs.

Guesde, Jaurès et le « ministérialisme ».

(entrée du socialiste Millerand dans le gouvernement Waldeck-Rousseau en 1899 au moment où la bourgeoisie tente de mettre fin à l'affaire Dreyfus).

1. Jaurès (devant le congrès socialiste, le 26 novembre 1900)

« De quelque manière que vous jugiez l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau ; de quelque manière que vous jugiez la tactique ainsi inaugurée et les résultats qu'elle a produits, tous vous êtes d'accord pour dire qu'en tout cas, l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois est un signe éclatant de la croissance, de la puissance du Parti Socialiste (...)

Maintenant est-il juste, est-il sage, est-il conforme au principe, qu'un socialiste participe au gouvernement de la bourgeoisie ? (...) Lorsqu'on soutient un ministère dans la société bourgeoise, même un ministère où il y a un socialiste, cela n'implique pas qu'on ait la naïveté d'attendre de ce ministère et d'aucun ministère bourgeois, l'entière justice et l'entière déférence aux intérêts du prolétariat. Nous savons très bien que la société capitaliste est la terre de l'iniquité et que nous ne sortirons de l'iniquité qu'en sortant du capitalisme. Mais nous savons aussi qu'il y a des ennemis plus forcenés dans la société bourgeoise, des adversaires plus haineux et plus violents les uns que les autres ; et lorsque nous soutenons un ministère, ce n'est pas pour ce ministère, c'est contre les autres plus mauvais qui voudraient le remplacer pour vous faire du mal (...)

Et moi, je vous dis, sans pouvoir vous donner maintenant toutes mes raisons, que de même l'heure viendra où le parti socialiste unifié, organisé, donnera l'ordre à l'un des siens ou à plusieurs des siens, d'aller s'asseoir dans les gouvernements de la bourgeoisie pour contrôler le mécanisme de la société bourgeoise, pour résister le plus possible aux entraînements des réactions, pour collaborer le plus possible aux œuvres de réforme (...) On dit au Parti : " Restez isolé, restez à l'écart, ne vous mêlez pas à l'action gouvernementale ; tenez-vous aussi loin que possible de l'état bourgeois. " Et moi je vous dis que toutes les grandes révolutions

ont été faites dans le monde, parce que la société nouvelle, avant de s'épanouir, avait pénétré par toutes les fissures, par toutes ses plus petites racines, dans le sol de la société ancienne. »

2. Jules Guesde (au même congrès)

« Il a fallu l'abandon de son terrain de classe par une partie du prolétariat pour qu'à un moment donné on ait pu présenter comme une victoire la pénétration dans, un ministère d'un socialiste qui ne pouvait pas y faire la loi, d'un socialiste qui devait y être prisonnier, d'un socialiste qui n'était qu'un otage, d'un socialiste que M. Waldeck-Rousseau, très bon tacticien, a été prendre dans les rangs de l'opposition, pour s'en faire une couverture, un bouclier, de façon à désarmer l'opposition socialiste (...) Et la lutte de classe aboutissant ainsi à la collaboration des classes, cette nouvelle forme de coopérative réunissant dans le même gouvernement un homme qui, s'il est socialiste, doit poursuivre le renversement de la société capitaliste, et d'autres hommes, en majorité, dont le seul but est la conservation de la même société, on nous la donne comme un triomphe du prolétariat, comme indiquant la force acquise par le socialisme. Dans une certaine mesure, oui, comme le disait Lafargue : c'est parce que le socialisme est devenu une force et un danger pour la bourgeoisie, à laquelle il fait peur, que celle-ci a songé à s'introduire dans le prolétariat organise pour le diviser et l'annihiler ; mais ce n'est pas la conquête des pouvoirs publics par le socialisme, c'est la conquête d'un socialiste et de ses suivants par les pouvoirs publics de la bourgeoisie (...)

Camarades, le jour où le Parti socialiste, le jour où le prolétariat organisé comprendrait et pratiquerait la lutte de classe sous la forme du partage du pouvoir politique avec la classe capitaliste, ce jour-là il n'y aurait plus de socialisme ; ce jour-là il n'y aurait plus de prolétariat capable d'affranchissement ; ce jour-là, les travailleurs seraient redevenus ce qu'ils étaient, il y a vingt-deux ans, lorsqu'ils répondaient, soit à l'appel de la bourgeoisie opportuniste contre la bourgeoisie monarchiste soit à l'appel de la bourgeoisie radicale contre la bourgeoisie opportuniste ; ils ne seraient plus qu'une classe, qu'un parti à la suite, domestiqué sans raison d'être et surtout sans avenir (...) Eh bien, aujourd'hui, nous nous trouvons, nous, parti de classe, nous, parti socialiste, avec des responsabilités plus grandes, avec des nécessités qui s'imposent plus impérieusement, devant les deux mêmes politiques : les uns préconisant la prise du pouvoir politique en combattant, les autres poursuivant cette prise du pouvoir partiellement, fragmentairement, homme par homme, portefeuille par portefeuille, en négociant. »

Jaurès, la République et le suffrage universel

« Oui, par le suffrage universel, par la souveraineté nationale qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine qu'émanent les lois et le gouvernement »

Jean Jaurès, discours à la chambre des députés, 1893

« Le socialisme français sera passionnément républicain : la justice sociale ne peut être séparée de la liberté. Il sera idéaliste autant que scientifique. Il ne se bornera pas, comme Marx l'a fait, à constater que l'abolition du régime capitaliste est inévitable ; il démontrera, en outre, qu'elle est juste. Il s'appliquera avec énergie à sauvegarder dans l'organisation collectiviste les droits des individus ».

Jean Jaurès, article paru dans *la dépêche de Toulouse*, 1893

« A mesure que se développent chez les peuples et les individus la démocratie et la raison, que le suffrage universel s'affirme et s'éclaire, qu'une vigoureuse éducation laïque ouvre les esprits aux idées nouvelles et développe l'habitude de la réflexion, que le prolétariat

s'organise, la grande transformation sociale qui doit libérer les hommes s'accomplira sans les violences qui, il y a cent dix ans, ensanglantèrent la Révolution »

Jean Jaurès, article paru dans *l'Humanité*, 18 avril 1904

Jaurès et le patriotisme

« Arracher les patries aux maquignons de la Patrie, aux castes du militarisme et aux bandes de la finance, permettre à toutes les nations le développement infini de la démocratie et de la paix, ce n'est pas seulement servir l'Internationale et le prolétariat universel, par qui l'humanité à peine ébauchée se réalisera, c'est servir la patrie elle-même (...) Il n'y a donc aucune contradiction pour les prolétaires socialistes et internationalistes à participer, de façon active, à l'organisation populaire de la défense nationale (...) La veine outrance des paradoxes anarchisants ne résisterait pas une minute, un jour de crise, à la force de la pensée ouvrière complète, qui concilie l'Internationale et la nation. C'est à cette pensée ouvrière complète que la République peut, dès maintenant, faire appel si elle veut assurer l'organisation d'une armée vraiment défensive, populaire et efficace. »

Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, 1910

Trotsky à propos de « l'idéalisme » de Jaurès

« A la guerre franco-allemande et à la Commune de Paris a succédé une période de paix armée et de réaction politique où l'Europe, abstraction faite de la Russie, ne connut ni la guerre ni la révolution. Alors que le capital se développait puissamment, débordant les cadres des états nationaux, déferlant sur tous les pays et s'assujettissant les colonies, la classe ouvrière elle construisait ses syndicats et ses partis socialistes. Néanmoins, toute la lutte du prolétariat durant cette époque était imprégnée de l'esprit de réformisme, d'adaptation au régime de l'industrie nationale et à l'état national. Après l'expérience de la Commune de Paris, le prolétariat européen ne posa pas une seule fois pratiquement, c'est-à-dire révolutionnairement, la question de la conquête du pouvoir politique (...)

Deux des plus grands représentants de la II^e Internationale ont quitté la scène avant l'ère des tempêtes et des ébranlements : ce sont Bebel et Jaurès (...)

Lutter pour la République, pour sa conservation, pour son « épuration », ce fut l'idée fondamentale de Jaurès, celle qui inspira toute son action. Il cherchait pour la république une base sociale plus large, il voulait mener la République au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l'Etat républicain l'instrument de l'économie socialiste (...)

Le socialisme n'était pas pour lui l'expression théorique de la lutte des classes du prolétariat. Au contraire, le prolétariat restait à ses yeux une force historique au service du droit, de la liberté et de l'humanité. Au-dessus du prolétariat il réservait une grande place à l'idée de « l'humanité » en soi, qui chez les déclamateurs français ordinaires n'est qu'une phrase vide, mais dans laquelle il mettait, lui, un idéalisme sincère et agissant (...)

La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec des questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eut-il occupé ? Indubitablement, la position patriotique. Mais il ne se serait jamais résigné à l'abaissement qu'a subi le parti socialiste français sous la direction de Guesde, Renaudel, Sembat et Thomas... Et nous avons entièrement le droit de croire qu'au moment de la révolution future, le grand tribun eut déterminé, choisi sans erreur et développé ses forces jusqu'au bout ».

Léon Trotsky, article paru en 1915

La CGT en 1906 : les débats au congrès d'Amiens

Louis Niel, secrétaire de la bourse du travail de Montpellier

« L'action syndicale est celle qui s'exerce sur le terrain économique, par tous les ouvriers contre le mal économique. Ce n'est pas autre chose que l'action directe sous toutes ses formes (...) L'action politique, c'est celle qui est inspirée par les préoccupations morales des citoyens qui voudraient établir entre les hommes des relations sociales conformes à leurs désirs. Elle est exercée par ceux qui croient que les rapports entre les hommes ne pourront jamais être réglés sans l'Etat ; par ceux qui croient que les réformes ne peuvent venir que de la loi (...) Cette forme d'action n'oppose pas nécessairement toujours les hommes des classes différentes. Les groupements qui en découlent sont des groupements d'affinités, beaucoup plus que des groupements d'intérêt social immédiat. C'est ainsi que, sur ce terrain, il peut y avoir des patrons avec des ouvriers, des bourgeois avec des socialistes, des millionnaires avec des pauvres, des riches avec des anarchistes. »

Merrheim s'adresse à Renard, dirigeant de la fédération du textile, proche des guédistes

« Je me suis séparé du Parti le jour où, après m'avoir recommandé de bourrer mon fusil avec mon bulletin de vote, il m'a demandé de le décharger pour en faire sortir un candidat. Aujourd'hui nous n'avons pas les mêmes manières de voir, vous faites du syndicat un groupe inférieur, incapable d'agir par lui-même ; vous ne voulez pas qu'il sorte de la légalité pour que sur le terrain politique, il ne puisse gêner votre action. Nous affirmons au contraire qu'il est un groupement de lutte intégrale, révolutionnaire, et qu'il a pour fonction de briser la légalité qui nous étouffe pour enfanter le « Droit nouveau » que nous voulons voir sortir de nos luttes (...) Vous nous avez dit que nous devrions porter aux députés nos desiderata, nos projets de loi. Je prétends que nous n'avons pas à le faire. Qu'ils s'inspirent des délibérations de nos congrès, c'est leur droit, leur devoir même ! Mais je me refuse à leur dire : nous voulons cela ; car je sais bien qu'aussi bien intentionnés qu'ils soient (...) ils ne pourront jamais nous donner complètement satisfaction. »

Le mouvement ouvrier en Allemagne

Marx et Engels critiquent le programme de Gotha adopté par le parti ouvrier allemand en 1875

« Tout d'abord, d'après ce qu'on a vu au chapitre II, le Parti ouvrier allemand cherche à réaliser l'«Etat libre ». L'Etat libre, qu'est-ce à dire ? Faire l'Etat libre, ce n'est nullement le but des travailleurs qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis (...) La liberté consiste à transformer l'Etat, organisme qui est mis au-dessus de la société, en un organisme entièrement subordonné à elle (...) Le Parti ouvrier allemand - du moins s'il fait sien ce programme - montre que les idées socialistes ne sont pas même chez lui à fleur de peau ; au lieu de traiter la société présente comme le fondement de l'Etat présent, on traite au contraire l'Etat comme une réalité indépendante, possédant ses propres fondements intellectuels, moraux et libres »

K. Marx et F. Engels, *Gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand*, 1875

« (...) je termine, bien que chaque mot dans ce programme sans sève ni vigueur soit à critiquer. Il est conçu de telle sorte qu'au cas où il serait accepté, ni Marx ni moi ne pourrions adhérer au nouveau parti fondé sur cette base (...) De plus je suis persuadé qu'une fusion sur une pareille base ne durera pas un an »

F. Engels, *Lettre à Bebel*, 1875

Engels critique le légalisme de la Social-démocratie au moment de son congrès à Erfurt (1891)

« Dans la peur d'un renouvellement de la loi contre le socialisme (...) on veut maintenant que le parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme pouvant suffire à faire réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique. L'on fait accroire à soi-même et au parti que « la société actuelle en se développant passe peu à peu au socialisme » sans se demander si par là elle n'est pas obligée de sortir de sa vieille constitution sociale, de faire sauter cette vieille enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne ; comme si en Allemagne elle n'avait pas en outre à rompre avec les entraves de l'ordre politique encore à demi absolutiste ! »

F. Engels, *Lettre à Kautsky*, 1891

Karl Kautsky : l'effondrement du capitalisme est inévitable

« A mesure que le mode de production devient plus misérable, que l'heure de la banqueroute se précipite, que les partis dominants se montrent plus incapables de remédier aux vices effroyables de l'ordre actuel, que ces partis abandonnent toute tenue, tout principe, se réduisent à une clique de politiciens intéressés, les membres de classes non prolétariennes qui se joignent à la social-démocratie sont de plus en plus nombreux et, côte à côte avec le prolétariat, suivent son drapeau dans sa marche irrésistible vers la victoire et le triomphe. »

K. Kautsky, en conclusion de sa brochure *Le programme socialiste*, 1892

Edouard Bernstein : un parti de réformes démocratiques et socialistes

« Pour pouvoir conquérir le pouvoir politique, il faut des droits politiques, et la plus importante des questions de tactique que la social-démocratie ait à résoudre actuellement, me paraît être celle du meilleur moyen d'élargir les droits politiques et économiques des ouvriers allemands. Jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée à cette question, l'accentuation des autres ne saurait être finalement que de la déclamation. »

E. Bernstein, *Lettre au congrès de Stuttgart*, 1898

« La social-démocratie (...) n'est nullement enthousiasmée par l'idée d'une révolution violente dirigée contre la totalité du monde non prolétarien (...) Il ne s'agit en aucune façon d'une expropriation générale, simultanée et violente, mais d'un remplacement graduel au moyen de l'organisation et par la loi (...) Actuellement, la social-démocratie est un parti de réformes démocratiques et socialistes »

E. Bernstein, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, 1900

Rosa Luxemburg : réforme ou révolution ?

« Le sort de la démocratie est liée, nous l'avons vu au sort du mouvement ouvrier. Mais le développement de la démocratie rend-il superflu e ou impossible une révolution prolétarienne dans le sens de la prise du pouvoir d'Etat, de la conquête du pouvoir politique ?

Bernstein tranche cette question en pesant soigneusement les aspects positifs et les aspects négatifs de la réforme légale et de la révolution, à peu près comme on pèse de la cannelle et du poivre dans une coopérative de consommation (...) C'est une chose bien connue que le réformateur petit-bourgeois aperçoit en tout un « bon » et un « mauvais » côté et qu'il mange à tous les râteliers. C'est aussi une chose bien connue que le cours réel de l'histoire ne se soucie guère des combinaisons petites-bourgeoises, et renverse d'un coup les échafaudages bien construits et les calculs, sans tenir compte des « bons côtés des choses, si bien triés en tas. En fait, dans l'histoire, la réforme légale ou la révolution se mettent en marche pour des raisons plus puissantes que le calcul des avantages ou des inconvénients comparés des deux méthodes (...)

La réforme et la révolution (...) sont des facteurs différents de l'évolution de la société de classe, qui se conditionnent et se complètent réciproquement, tout en s'excluant, comme par exemple le pôle Sud et le pôle Nord, la bourgeoisie et le prolétariat (...) Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société (...)

La démocratie est indispensable, non parce qu'elle rend superflue la conquête du pouvoir politique, mais au contraire parce qu'elle rend nécessaire et en même temps possible cette prise de pouvoir. Quand Engels, dans sa préface à la *Lutte des classes en France*, révisait la tactique du mouvement ouvrier moderne et opposait aux barricades la lutte légale, il ne traitait pas - ce qui ressort de chaque ligne de sa préface - la question de la conquête définitive du pouvoir politique, mais celle de la lutte quotidienne actuelle ; ni de l'attitude du prolétariat vis-à-vis de la réforme capitaliste au moment de la prise de pouvoir, mais son attitude dans le cadre de l'Etat capitaliste. En un mot, Engels donnait des directives au prolétariat opprimé, et non au prolétariat victorieux ».

Rosa Luxemburg, *Réforme ou révolution ?* 1899

Lénine et le « révisionnisme »

« Le socialisme pré-marxiste est battu. Il poursuit la lutte, non pas sur son terrain propre, mais sur le terrain général du marxisme, en tant que révisionnisme (...) Ce qui rend le révisionnisme inévitable, ce sont les racines de classe qu'il a dans la société moderne. Le révisionnisme est un phénomène international (...) parce que dans chaque pays capitaliste, à côté du prolétariat se trouvent de larges couches de la petite bourgeoisie, des petits patrons (...) Dès lors il est parfaitement naturel que des conceptions petites-bourgeoises ne cessent de surgir dans les rangs des grands partis ouvriers.

Lénine, *Sur Marx et Engels*, 1908

Le mouvement ouvrier et la guerre

Résolution adoptée au congrès de Stuttgart de la II^e internationale en 1907

« Le congrès déclare :

Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements avec l'aide du bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la

guerre par tous les moyens qui leur apparaissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement, et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste »

Déclaration de la Social-démocratie allemande au parlement le 4 août 1914

« La social-démocratie a combattu de toutes ses forces le développement catastrophique de cette politique (...) mais son effort pour sauver la paix a été vain. A présent nous voici devant le fait brutal de la guerre. Nous sommes angoissés par l'horreur de l'invasion dont nous menacent nos ennemis. Nous n'avons pas à décider aujourd'hui pour ou contre la guerre, mais sur la question des moyens demandés pour assurer la défense du pays (...) Pour notre peuple et son avenir de liberté, la victoire du despotisme de la Russie, déjà maculée du sang du meilleur de ses enfants, serait un événement d'une gravité incalculable. Nous faisons donc maintenant ce que nous avons toujours promis de faire : à l'heure du danger, nous n'abandonnerons pas notre patrie. En agissant ainsi, nous nous sentons à l'unisson avec l'Internationale, qui a toujours reconnu le droit de chaque peuple à l'indépendance et à la défense de son territoire, de même que nous condamnons toute guerre de conquête. Nous exigeons qu'une fois la sécurité de l'Allemagne assurée et nos ennemis disposés à faire la paix, des négociations de paix soient aussitôt engagées et ne paix conclue qui rende possible l'amitié avec les peuples qui nous environnent. »

Discours de Léon Jouhaux, secrétaire de la CGT, sur la tombe de Jaurès le 4 août 1914

« Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue (...) Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire. Nous ne voulons pas que sombrent les quelques libertés si péniblement arrachées aux forces mauvaises. Notre volonté fut toujours d'agrandir les droits populaires, d'élargir le champ des libertés. C'est en harmonie de cette volonté que nous répondons « présents » à l'ordre de mobilisation. Jamais nous ne ferons la guerre de conquête. »